

**Réponses de SPAC aux questions prises en note**  
**Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions**  
**budgétaires**  
**Contrats de consultation octroyés par le gouvernement fédéral à McKinsey &**  
**Company**  
**6 février 2023**

**1. En ce qui concerne la date à laquelle on a demandé à la ministre d'examiner les contrats conclus avec McKinsey and Company**

Le premier ministre a demandé à la ministre Jaczek de se pencher sur la question le 11 janvier 2023.

**2. En ce qui concerne les contrats octroyés à McKinsey and Company pendant l'exercice financier 2022-2023**

Depuis le début de l'exercice financier 2022-2023 (c'est-à-dire depuis le 1<sup>er</sup> avril 2022), Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) a attribué cinq (5) contrats et émis six (6) modifications contractuelles pour des contrats existants, ce qui représente une valeur globale totale de 16 313 425,50 \$.

**3. En ce qui concerne l'approbation des contrats attribués par SPAC**

*La Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* confère au ministre le pouvoir juridique relatif aux contrats. Le pouvoir du ministre est délégué à des agents à l'échelle du ministère afin d'exécuter les processus d'approvisionnement. Les agents d'approvisionnement se voient déléguer des pouvoirs les autorisant à conclure des contrats et à émettre des modifications contractuelles, conformément au niveau de responsabilité du poste qu'ils occupent, comme le prévoit l'instrument de délégation des pouvoirs du Ministère.

Il est important de noter qu'à SPAC, l'approbation de conclure ou de modifier un contrat fait partie de la stratégie d'approvisionnement et est accordée à différents niveaux en fonction d'une évaluation de la valeur, de la complexité et du risque de l'approvisionnement. L'autorité d'approbation est la personne qui approuve la stratégie d'approvisionnement.

Le signataire autorisé est la personne qui signe le contrat ou la modification contractuelle. Conformément à l'instrument de délégation des pouvoirs du Ministère, tous les agents de négociation des contrats se sont vu déléguer le plein pouvoir de signature, mais cela ne peut avoir lieu qu'après l'approbation de la stratégie d'approvisionnement au niveau approprié.

En ce qui concerne les contrats attribués par SPAC à McKinsey and Company :

- 1 contrat a été approuvé à l'échelle du Ministère (août 2022)
- 1 contrat a été approuvé à l'échelon du sous-ministre adjoint (SMA) Ce contrat a une valeur de 0 \$ et n'a jamais été activé (avril 2021)
- 13 contrats ont été approuvés à l'échelon d'un gestionnaire
- 9 contrats ont été approuvés à l'échelon d'un superviseur

Remarque : Même si les niveaux d'approbation diffèrent, tous les contrats susmentionnés ont été signés à l'échelon d'un gestionnaire ou à un échelon inférieur une fois l'approbation obtenue.

#### **4. En ce qui concerne les mesures prises pour protéger les données transmises**

Les services d'analyse comparative de McKinsey and Company consistent en des outils fonctionnels, des bases de données et le soutien d'experts afin de mesurer le rendement d'une organisation, ou d'autres paramètres, par rapport à des organisations canadiennes et internationales similaires, en vue de cerner les lacunes et les possibilités d'amélioration. Ces services s'appuient sur la base de données exclusive de l'entrepreneur, constituée de réponses à des enquêtes qui ont été nettoyées, rendues anonymes et classées par catégories, provenant de plus de 1 700 organisations internationales réparties dans 100 pays et portant sur 88 critères de référence. Toutes les données saisies par l'intermédiaire de ces analyses proviennent de la base de clients internationaux de l'entrepreneur, tous secteurs confondus, et sont stockées en toute sécurité conformément aux exigences législatives en vigueur et aux autres normes convenues avec ses clients. En fonction de la nature du besoin, et en consultation avec le client, l'entrepreneur détermine les ensembles de données à utiliser pour exécuter le travail et fournir des analyses et des avis répondant aux objectifs du client.

Tous les contrats conclus par SPAC avec McKinsey and Company comportaient des dispositions en matière de confidentialité. L'entrepreneur a accepté d'utiliser les renseignements fournis par le Canada ou en son nom uniquement aux fins de l'exécution du contrat et a reconnu que tous ces renseignements demeurent la propriété du Canada.

En ce qui concerne les commandes subséquentes émises dans le cadre de l'offre à commandes pour des services d'analyse comparative, les modalités permettent à l'entrepreneur de verser les renseignements du Canada dans ses bases de données d'analyse comparative en vue d'établir des rapports sur des tendances et des paramètres nettoyés ou regroupés, sans que le Canada soit mentionné.

L'entrepreneur conserve le droit de propriété des données d'analyse sous forme regroupée et non identifiable, en vue de les utiliser dans des projets d'analyse comparative.